

Budget: des marges de manœuvre étroites

Philippe Frémeaux, Anne-Sophie Cospin

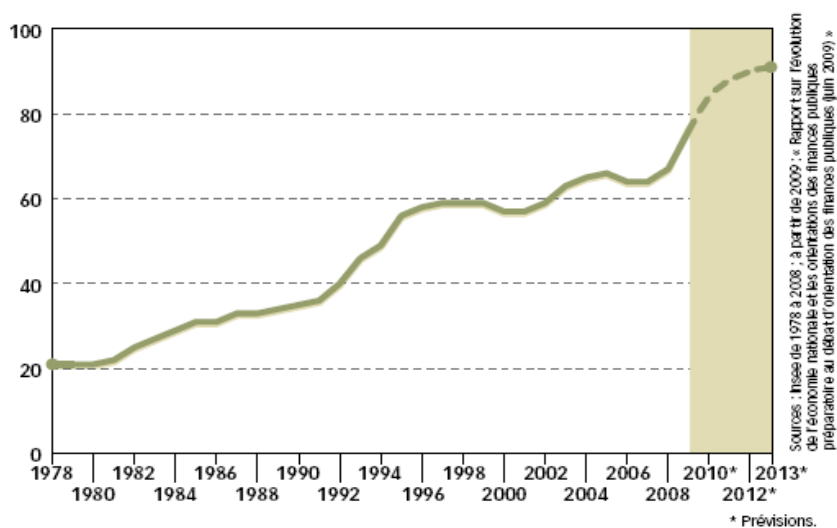
Alternatives Economiques - Hors-série n°82 - Octobre 2009

La montée continue de la dette publique, avant même le grand bond provoqué par la crise, témoigne de la difficulté de l'Etat, des collectivités territoriales et des régimes de protection sociale à équilibrer leurs comptes. Au-delà du débat sur les vertus et les risques des déficits publics, l'écart persistant entre le niveau des dépenses de l'Etat et des prestations d'assurance sociale et de solidarité et celui des recettes publiques révèle les contradictions d'une société où chacun veut davantage de services collectifs et de garanties sociales, tout en rechignant à payer les impôts et les cotisations nécessaires à leur financement.

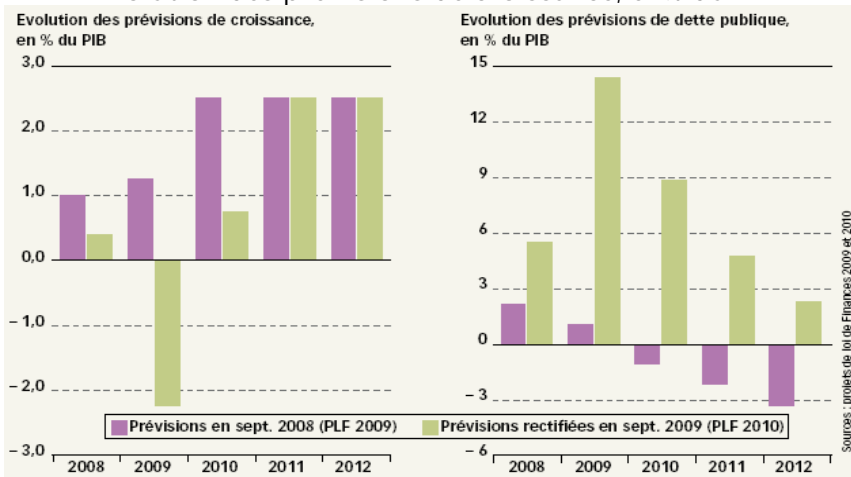
La crise accentue la montée de la dette publique

Depuis maintenant trente ans, la dette publique française, rapportée au PIB, n'a cessé de croître. Elle progresse fortement en période de récession (1992-1994) et depuis 2008, du fait de la crise. La chute de l'activité observée depuis 2008 a entraîné une vive baisse des recettes fiscales et sociales, tandis que le gouvernement, pour soutenir l'activité, s'est refusé à couper dans les dépenses publiques. La loi de finances 2009, lors de sa présentation en septembre 2008, prévoyait un déficit voisin de 50 milliards d'euros en 2009. Ce dernier devrait dépasser les 140 milliards d'euros. Cette politique, souhaitable à court terme, suppose que les périodes de reprise soient mises à profit pour réduire la dette.

Evolution de la dette des administrations publiques de 1978 à 2013, en% du PIB



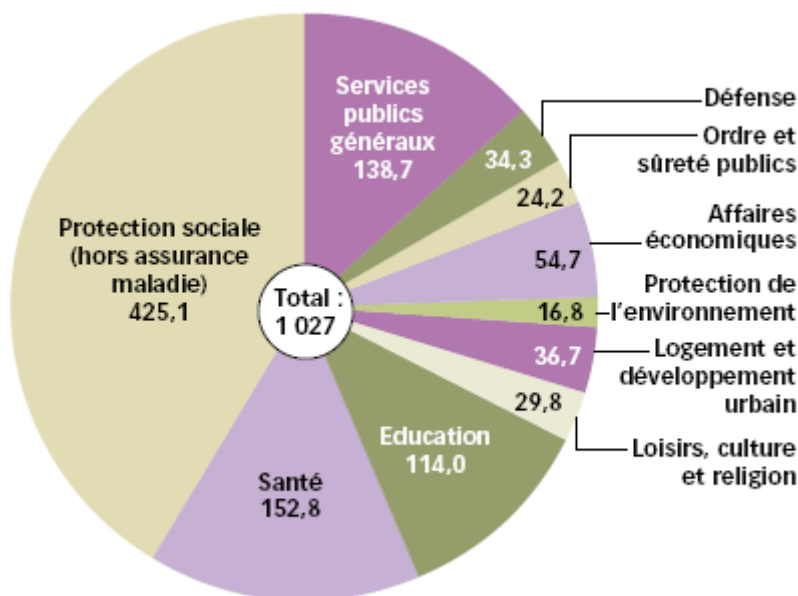
Evolution des prévisions de croissance, en% du PIB



La fausse distinction entre investissement et fonctionnement

S'endetter est une bonne chose quand cela permet de financer des investissements qui accroîtront les revenus futurs. C'est ce que font tous les jours les entreprises. L'Etat peut faire de même en engageant des dépenses qui élèvent le taux de croissance, et donc les rentrées fiscales futures. Mais qu'est-ce qu'un investissement pour l'Etat ? L'Etat investit-il plus quand il fait couler du béton ou quand il paye des enseignants ou des chercheurs ? Quand il achète des avions de combat ou quand il veille à la bonne santé de la population à travers les dépenses de santé?

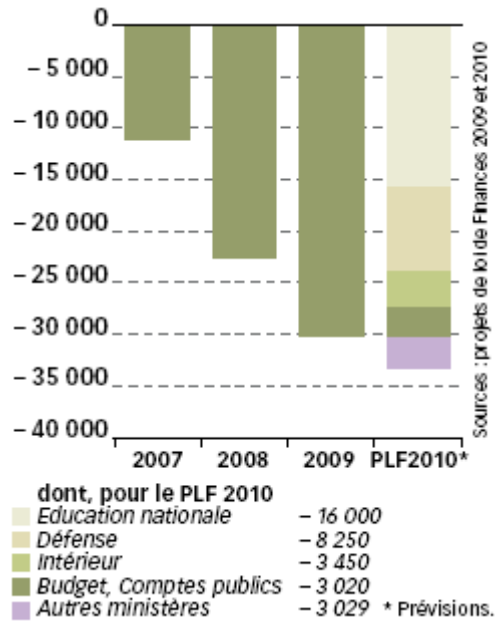
Dépenses 2008 ventilées par grandes fonctions
en milliards d'euros et en%



France: une réduction accélérée des effectifs

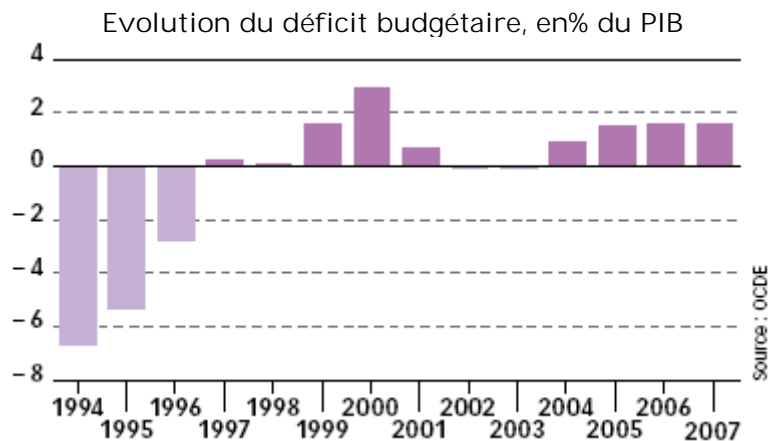
La revue générale des politiques publiques (RGPP) engagée depuis deux ans se traduit par des réorganisations dont l'objectif affiché est de dégager des gains de productivité sans diminuer la qualité du service public. Quatre ministères fournissent le gros des baisses d'effectifs, notamment ceux des Comptes publics et de la Défense, laquelle devrait perdre 2,6 % de ses emplois en 2010. La réduction du nombre de policiers et d'enseignants est également à l'ordre du jour. La première revient sur les promesses d'hier et la seconde est une curieuse façon de préparer l'avenir du pays. Rappelons que les collectivités territoriales, du fait de leurs nouvelles responsabilités, ont continué à créer des emplois.

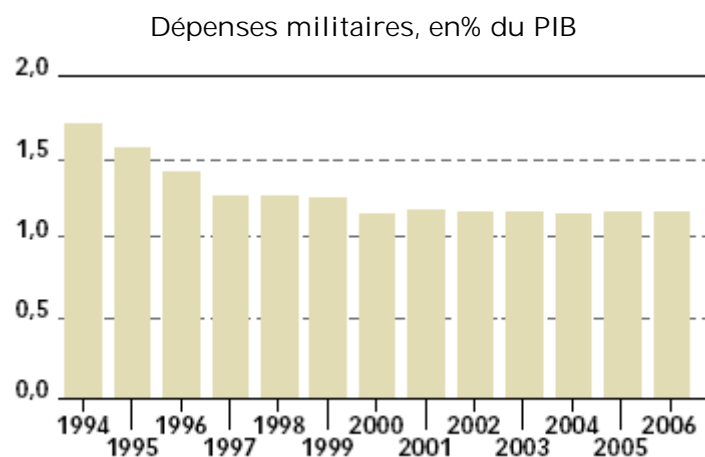
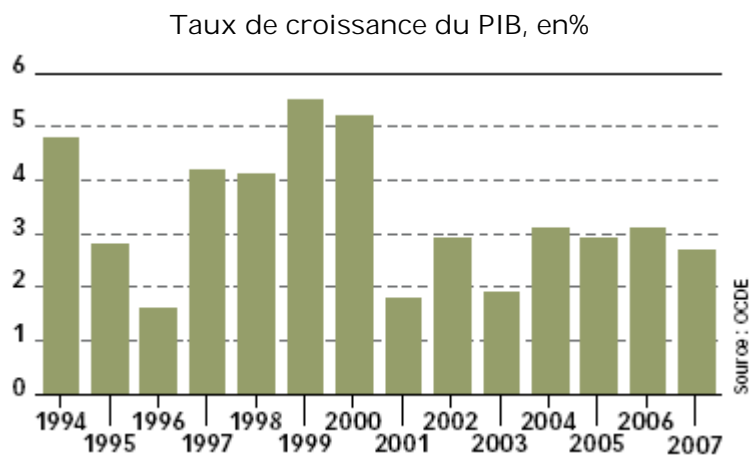
Réduction des effectifs de la fonction publique d'Etat selon la loi de finances



Comment le Canada a réduit ses déficits

Le Canada est souvent cité en exemple pour avoir rapidement rétabli sa situation budgétaire dans les années 1990 (c'est aussi le cas de la Belgique, de la Suède et de la Nouvelle-Zélande). Les déficits du budget fédéral jusqu'alors répétés se sont transformés en excédents durables. Si pour cela le gouvernement a supprimé de nombreux postes de travail dans l'administration fédérale, il a également fortement réduit les dépenses militaires. Le rétablissement a été en outre facilité par la forte croissance des années 1997-2000, en partie tirée par le boom parallèle de l'économie des Etats-Unis.





En savoir +

Où trouver ces chiffres

www.budget.gouv.fr: pour les documents statistiques liés aux lois de finances.

www.performance-publique.gouv.fr: toutes les données concernant les finances publiques.

www.rgpp.modernisation.gouv.fr: le site propre à la revue générale des politiques publiques.

www.oecd.org: pour les comparaisons internationales (entre les pays riches).

Pour comprendre ces chiffres

Le projet de loi de finances (PLF), présenté chaque automne devant le Parlement, fixe les dépenses et les recettes de l'Etat pour l'année à venir. Les conditions de leur équilibre reposent sur des hypothèses qui sont détaillées dans les documents annexes au projet de loi.